

N° 5321¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

**autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre
de revalidation gérontologique et de soins pour personnes
âgées en fin de vie à Clervaux**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(22.6.2004)

Par dépêche du 8 avril 2004, le Conseil d'Etat fut saisi par le Premier Ministre, Ministre d'Etat, du projet de loi sous rubrique qui a été élaboré par la ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.

Etaient joints au projet de loi proprement dit un exposé des motifs et commentaire des articles, complété par les plans d'architecte relatifs à la construction du Centre à réaliser ainsi qu'une convention conclue le 21 mars 2003 entre l'Etat, pour lequel ont signé la ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse et le ministre du Trésor et du Budget, et la Congrégation des Franciscaines de la Miséricorde de Luxembourg, pour laquelle a signé la Sœur supérieure générale, la convention en question ayant fait l'objet le 10 décembre 2003 d'un avenant entre les deux parties signataires.

Comme la mise en œuvre du projet de loi grèvera le budget de l'Etat, le Conseil d'Etat se doit une nouvelle fois de rappeler que l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat dispose que de tels projets de loi doivent obligatoirement être accompagnés d'une fiche financière avisée par le ministre du Trésor et du Budget. La fiche d'évaluation d'impact des mesures législatives et réglementaires que les auteurs du projet de loi sous examen ont cru devoir joindre au dossier ne saurait en aucun cas faire fonction de fiche financière, surtout lorsque, comme en l'occurrence, elle ne comporte aucune indication sur le coût du projet ou sur sa prise en charge budgétaire. Pour ce qui est de ses propres besoins d'appréciation des éléments financiers du dossier, le Conseil d'Etat estime disposer d'informations financières suffisantes puisées dans l'exposé des motifs et dans la convention précités.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Quant à la forme du dossier lui soumis, le Conseil d'Etat note tout d'abord que, contrairement à la convention initiale du 21 mars 2003, signée pour compte de l'Etat par les membres du Gouvernement ayant respectivement la Famille, la Solidarité sociale et la Jeunesse et le Trésor et le Budget dans leurs attributions, l'avenant du 10 décembre 2003 ne porte que la signature de la ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. Quoique cette différence soit sans effet juridique, elle mériterait d'être corrigée par égard au parallélisme des formes.

Le fait de remplacer, conformément audit avenant, la référence à l'indice semestriel des prix de la construction valable au 1er avril 2002 (valeur 563,36), figurant dans le texte de la convention originale, par l'indice moyen annuel des prix en 2001 (valeur 552,23) n'est pas autrement motivé dans l'exposé des motifs. Or, pareille modification conduit à un renchérissement de la facture de l'Etat de l'ordre de plus de 22.000 euros. Cette augmentation du prix serait évidemment justifiée, dans la mesure où le devis du coût de réalisation à la base du projet immobilier a effectivement été calculé sur base des prix ayant cours en 2001. Le Conseil d'Etat aurait souhaité en trouver la justification dans le dossier lui soumis.

Une troisième observation concernant la forme du dossier sous examen tient à l'exposé des motifs et commentaire des articles qui, contrairement à ce qu'annonçait la lettre de saisine, ne comporte pas de commentaire des articles. Même si l'exposé des motifs et la convention amendée comportent suffisamment d'informations pour comprendre la structure du texte et pour assurer l'interprétation des articles qui le composent, le projet de loi étant par ailleurs conçu suivant le même modèle que d'autres projets de loi ayant eu pour objet des réalisations immobilières au service de personnes âgées et avisés au cours des derniers mois par le Conseil d'Etat, celui-ci recommande néanmoins aux auteurs de soigner la présentation des projets de loi à engager dans la procédure législative en se tenant aux errements usuels prévoyant un commentaire pour le moins succinct des articles du projet de loi à côté des considérations générales de l'exposé des motifs.

Enfin, pour ce qui est des considérations de forme, le Conseil d'Etat comprend le souci des auteurs du projet de loi sous examen de décrire avec autant de précision que possible l'affectation réelle de la structure d'accueil gérontologique à approuver par le législateur. Pour des raisons qu'il n'est pas besoin de commenter autrement, il souhaite toutefois voir l'intitulé être modifié dans le sens d'aligner celui-ci sur la dénomination usuellement retenue („Centre intégré pour personnes âgées“), tout en insistant sur la nécessité de supprimer notamment les mots „en fin de vie“.

*

Le projet de réalisation à Clervaux d'un centre de revalidation gérontologique et de soins pour personnes âgées s'inscrit dans le second des objectifs de la politique gouvernementale en faveur des personnes âgées qui prévoit le développement d'un ensemble de mesures destinées, d'une part, à assurer le maintien à domicile des personnes âgées aussi longtemps que possible et, d'autre part, à augmenter la capacité et à moderniser les structures d'accueil sous forme de centres intégrés pour personnes âgées et de maisons de soins.

L'objet du projet sous examen consiste à autoriser l'Etat à participer au financement du nouveau Centre à créer sur un site appartenant à la Congrégation des Franciscaines de la Miséricorde de Luxembourg et sis à Clervaux, 22, rue de Marnach. La maîtrise de l'ouvrage sera confiée à la Congrégation, l'Etat participant au financement selon les critères établis par la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes gestionnaires œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. Dans cet ordre d'idées, l'Etat assumera 80 pour cent du coût de la partie du projet relative aux 15 lits de vacances et aux 5 lits d'urgence, tandis que sa participation sera de 100 pour cent pour ce qui est de la prise en charge financière de la partie du projet concernant les 15 lits en unité d'accueil de jour et de nuit de revalidation gérontologique, les 15 lits en unité d'accueil pour seniors en fin de vie et les 10 chaises en unité ambulatoire de revalidation gérontologique. Dès la mise en service des nouvelles infrastructures, l'ancien Home Saint-François sera démoli. Le financement de la partie du projet servant à l'usage privatif de la Congrégation sera entièrement à charge de cette dernière.

L'exposé des motifs comporte une explication détaillée du projet architectural avec une partie graphique qui décrit entre autres les soins réservés à une insertion optimale du projet immobilier dans son cadre urbanistique ainsi que le souci qui a prévalu pour définir un concept de construction et d'aménagement soucieux des exigences énergétiques et écologiques.

Une autre partie de l'exposé des motifs décrit de manière circonstanciée ce qu'il faut entendre par revalidation gérontologique, quel en est l'enjeu dans le contexte de l'encadrement des personnes âgées et selon quelles modalités cette revalidation est mise en œuvre.

Au regard des critères de cofinancement qui précèdent et du coût total du projet qui est estimé à 11.550.000 euros à l'indice annuel moyen des prix de la construction en vigueur en 2001, le maximum de la part de l'Etat est fixé à 11.248.184,30 euros à la valeur 579,98 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2003. Comme la participation de l'Etat au projet dépasse le seuil de 7,5 millions d'euros, l'autorisation du législateur est requise en vertu de l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 précitée.

Le Conseil d'Etat se doit de réitérer son appel au Gouvernement de requérir l'approbation du législateur pour les engagements qu'il a pris vis-à-vis des maîtres de l'ouvrage de projets de réalisation de centres d'accueil gérontologique et de maisons de soins dans un délai raisonnable à compter de la signature des conventions en cause. En l'occurrence, plus d'un an s'est écoulé entre cette signature et le dépôt du projet de loi à la Chambre des députés.

*

EXAMEN DES ARTICLES

Le Conseil d'Etat rappelle sa proposition de modification de l'intitulé, qui s'énoncera dès lors comme suit: „*Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Clervaux*“.

Comme le texte des articles 1er, 2 et 3 du projet de loi sous examen est conforme au modèle préconisé antérieurement par le Conseil d'Etat, il ne donne pas lieu à observation, sauf qu'à l'article 2, il y a lieu de remplacer le sigle „€“ par le mot „euros“, écrit en toutes lettres.

Par ailleurs, le texte de l'article 4 s'écarte du libellé usuellement retenu dans d'autres lois du genre. Le Conseil d'Etat propose dès lors de modifier le texte en question et de lire comme suit l'article 4:

„**Art. 4.**– Par dérogation à l'article 12b) de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus.“

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat peut marquer son accord avec le projet de loi sous avis.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 22 juin 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

